



**PRÉFECTURE  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°51-2025-111

PUBLIÉ LE 8 JUILLET 2025

# Sommaire

## Préfecture de la Marne / Cabinet

51-2025-07-10-00001 - ap 2025-060 interdiction temporaire rassemblements - 11 au 15 07 25-1 (2 pages)	Page 3
51-2025-07-10-00002 - ap 2025-061 interdiction matériel de son - 11 au 15 07 25 (2 pages)	Page 6
51-2025-07-08-00003 - Arrêté portant interdiction temporaire de port et de transport sans motif légitime d'armes et d'objets pouvant constituer une arme (3 pages)	Page 9
51-2025-07-08-00002 - Arrêté préfectoral portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession, ?? de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement ?? et d'articles pyrotechniques et autres produits dans le département de la Marne (5 pages)	Page 13

## Services déconcentrés / direction départementale des territoires de la Marne

51-2025-07-04-00012 - 57-2025-MED APMED ANC EHPAD St Germain la Ville-1 ?? Pollution de la rivière « Moivre dérivée » par les eaux usées non-traitées de l'EHPAD « Résidence du Parc » de la commune de Saint-Germain-La-Ville ?? Arrêté préfectoral de mise en demeure, à caractère urgent, portant mesures conservatoires (4 pages)	Page 19
51-2025-07-04-00011 - 58-2025-MED APMED Commune St Germain La V- Eaux pluviales polluées ?? Arrêté préfectoral, à caractère d'urgence, mettant en demeure la Commune de Saint-Germain-La-Ville d'entretenir, un tronçon de son réseau d'eau pluvial, saturé par des eaux usées non-traitées stagnantes et polluant la rivière « La Moivre dérivée » (4 pages)	Page 24

Préfecture de la Marne

51-2025-07-10-00001

ap 2025-060 interdiction temporaire  
rassemblements - 11 au 15 07 25-1

**Arrêté préfectoral n° SIDPC – 2025 – 060  
portant interdiction temporaire de rassemblements festifs à caractère musical  
dans le département de la Marne**

Le préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le code pénal ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-5 à L.211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9 et R. 211-27 à R. 211-30 ;

**Vu** la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 relative à certains rassemblements festifs de caractère musical ;

**Vu** la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2006-334 du 21 mars 2006 modifiant le décret n° 2002-887 du 3 mai 2002 pris pour l'application de l'article 23-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical ;

**Vu** le décret du 16 mars 2022 portant nomination de Monsieur Henri PRÉVOST, préfet de la Marne ;

**Considérant** que, selon les éléments d'informations disponibles, des rassemblements festifs à caractère musical pouvant regrouper plusieurs milliers de participants sont susceptibles de se dérouler entre le vendredi 11 juillet 2025 et le mardi 15 juillet 2025 inclus dans le département de la Marne ;

**Considérant** que cette manifestation est susceptible de rassembler plusieurs milliers de personnes ;

**Considérant** que cette manifestation n'a fait l'objet d'aucune déclaration auprès de la préfecture de la Marne ;

**Considérant** que cette manifestation est susceptible de s'installer sans autorisation préalable en divers points du département ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure, ce type de rassemblement est soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet du département, précisant le nombre prévisible de participants, ainsi que les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ;

**Considérant** que, dans ces circonstances, un rassemblement serait de nature à provoquer des troubles sérieux à l'ordre et à la tranquillité publics ;

**Considérant** la nécessité de prévenir les risques en matière de sécurité sanitaire et routière ;

**Considérant** le risque de porter atteinte à des espaces naturels désignés au titre de la directive « Habitats – Faune - Flore » (92/43/CEE) du 21 mai 1992 modifiée par la directive 97/62/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages et abritant des espèces protégées ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet ;

### **ARRÊTE**

**Article 1** : La tenue de rassemblements festifs à caractère musical répondant à l'ensemble des caractéristiques énoncées à l'article R. 211-2 du code de la sécurité intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, est interdite sur l'ensemble du territoire du département de la Marne du vendredi 11 juillet 2025 à 08h00 au mardi 15 juillet 2025 à 12h00.

**Article 2** : Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article R. 211-27 du code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

**Article 3** : Le présent arrêté sera :

- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne ;
- diffusé sur le site Internet de la préfecture ;

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du lycée – 51036 Châlons-en-Champagne ou sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5** : Le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Marne et le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 juillet 2025

Le préfet de la Marne,



Henri PRÉVOST

Préfecture de la Marne

51-2025-07-10-00002

ap 2025-061 interdiction matériel de son - 11 au  
15 07 25

**Arrêté préfectoral n° SIDPC – 2025 – 061  
portant interdiction de circulation des véhicules  
transportant du matériel de son susceptible d'être utilisé lors d'un rassemblement festif  
à caractère musical non autorisé dans le département de la Marne**

Le préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le code de la route ;

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 16 mars 2022 portant nomination de Monsieur Henri PRÉVOST, préfet de la Marne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SIDPC – 2025 – 060 portant interdiction temporaire de rassemblements festifs à caractère musical dans le département de la Marne ;

**Considérant** que, selon les éléments d'informations disponibles, des rassemblements festifs à caractère musical pouvant regrouper plusieurs milliers de participants sont susceptibles de se dérouler entre le vendredi 11 juillet 2025 et le mardi 15 juillet 2025 dans le département de la Marne ;

**Considérant** que cette manifestation est susceptible de rassembler plusieurs milliers de personnes ;

**Considérant** que cette manifestation n'a fait l'objet d'aucune déclaration auprès de la préfecture de la Marne ;

**Considérant** que cette manifestation est susceptible de s'installer sans autorisation préalable en divers points du département ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure, ce type de rassemblement est soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet du département, précisant le nombre prévisible de participants, ainsi que les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques ;

**Considérant** que, dans ces circonstances, un rassemblement serait de nature à provoquer des troubles sérieux à l'ordre et à la tranquillité publics ;

**Considérant** la nécessité de prévenir les risques en matière de sécurité sanitaire et routière ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** La circulation des véhicules transportant du matériel de son susceptible d'être utilisé lors d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé, notamment sonorisation, sound-system, amplificateurs et groupe électrogène, est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers (réseau routier national et réseau secondaire) du département de la Marne du vendredi 11 juillet 2025 à 08h00 au mardi 15 juillet 2025 à 12h00.

**Article 2 :** Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux dressés par les forces de l'ordre. Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article R. 211-27 du code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal judiciaire.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera :

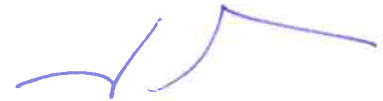
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne ;
- diffusé sur le site Internet de la préfecture ;
- porté à la connaissance des chauffeurs routiers par les médias,

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du lycée – 51036 Châlons-en-Champagne ou sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5 :** Le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Marne et le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 juillet 2025

Le préfet de la Marne,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'H' followed by a long horizontal stroke with a small upward curve at the end.

Henri PRÉVOST



Préfecture de la Marne

51-2025-07-08-00003

Arrêté portant interdiction temporaire de port  
et de transport sans motif légitime d'armes et  
d'objets pouvant constituer une arme

Châlons-en-Champagne, le

08 JUIL. 2025

**Arrêté portant interdiction temporaire de port et de transport sans motif légitime  
d'armes et d'objets pouvant constituer une arme dans le département de la Marne**

Le préfet de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 132-75 et R. 644-5 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 211-3 et R. 311-1 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 11 ;

**Vu** le décret du président de la République du 16 mars 2022 portant nomination de M. Henri PRÉVOST en qualité de préfet de la Marne ;

**Vu** le décret du 20 septembre 2024 portant nomination de Monsieur Thomas MONTBABUT, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Marne ;

**Vu** l'arrêté du 7 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Thomas MONTBABUT, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Marne ;

**Vu** l'élévation de la posture *Vigipirate* au niveau « *Urgence attentat* » jusqu'à nouvel ordre ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L. 211-3 du code de la sécurité intérieure, le préfet de département peut, si les circonstances font craindre des troubles graves à l'ordre public et à compter du jour de déclaration d'une manifestation sur la voie publique ou si la manifestation n'a pas été déclarée, dès qu'il en a connaissance, interdire, pendant les vingt-quatre heures qui la précèdent et jusqu'à dispersion, le port et le transport, sans motif légitime, d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;

**Considérant** que la France est le pays occidental le plus touché par le terrorisme djihadiste depuis 2012 et que dix attaques abouties ont été enregistrées depuis 2020 contre 13 projets déjoués, dont deux depuis le début de l'année 2024 ; que les attaques perpétrées notamment le 2 décembre 2023 dans le quartier parisien du Pont Bir-Hakeim et le 13 octobre 2023 dans un lycée d'Arras, soulignent la prééminence et l'acuité de la menace endogène ; que ces attaques interviennent dans un contexte sécuritaire tendu, directement lié à la situation de guerre au Proche-Orient ; que l'organisation terroriste Al

Qaïda et l'ensemble de ses branches régionales ont appelé à mener le Jihad contre Israël et ses alliés à la suite du 7 octobre 2023 ; que les 19 octobre 2023, 31 octobre 2023 et 4 janvier 2024, l'État islamique a pour sa part appelé à cibler les Occidentaux « *de la pire des manières possibles* », notamment à Paris, Londres, Washington et Rome ; qu'en outre, le 14 septembre 2023, Al Qaïda a publié un article menaçant la France d'une « *attaque armée qui ciblerait le bâtiment d'un ministère dans la capitale, Paris* » ; que ces éléments se conjuguent pour accroître le niveau général de la menace en France, qui est susceptible de se matérialiser tant par des individus seuls que par des menaces projetées depuis un théâtre extérieur ou directement activées depuis le territoire national par des organisations terroristes ; qu'en raison de la dégradation sécuritaire au Proche et Moyen-Orient, la posture Vigipirate « Été-Automne 2025 » est établie au niveau « urgence attentat » depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;

**Considérant** qu'il existe un risque élevé que certains participants aux festivités de la fête nationale utilisent de façon inappropriée à l'encontre des forces de sécurité intérieure et / ou des biens, lors d'affrontements et en vue de provoquer des dégradations, des armes ou objets pouvant constituer une arme ;

**Considérant** que l'organisation de manifestations festives les 13 et 14 juillet 2025 à l'occasion des célébrations de la fête nationale, peuvent donner lieu à des affrontements, étant de nature à entraîner des dangers, des accidents, des nuisances et des atteintes graves aux personnes et aux biens, qu'il est nécessaire de prévenir les dégradations de biens publics ou privés ainsi que les désordres et les mouvements de panique engendrés par l'utilisation d'armes ou d'armes par destination dans une foule ou sur les forces de sécurité intérieure ;

**Considérant** que les forces de sécurité intérieure sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan Vigipirate, notamment au titre de la grande activité en termes de manifestations au cours de la période couvrant cet arrêté ;

**Considérant** que les risques de troubles graves à l'ordre public et à la tranquillité publique, pouvant survenir sur la voie publique à l'occasion des festivités de célébration de la fête nationale dans le département de la Marne, que ces dernières, en grand nombre, se tiendront les 13 et 14 juillet 2025, nécessitent que toutes les mesures soient prises au cours de cette période pour assurer la sécurité des personnes et des biens ;

**Considérant** qu'il en résulte un risque élevé de troubles graves à l'ordre public dans le département de la Marne ; que, dans ces circonstances l'interdiction du port et du transport sans motif légitime, d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal est de nature à prévenir les troubles graves à l'ordre public et la commission d'infractions pénales ; qu'une telle interdiction apparaît ainsi adaptée, nécessaire et proportionnée ;

**Sur proposition** de M. le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Marne ;

## **ARRÊTE**

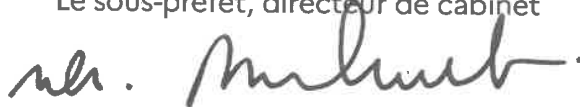
**Article 1<sup>er</sup>** : Sauf pour les personnes habilitées dans l'exercice de leur mission, le port et le transport, sans motif légitime, d'armes et d'objets pouvant constituer une arme au sens de

l'article 132-75 du code pénal sont interdits du vendredi 11 juillet 2025 à 12h00 au mardi 15 juillet 2025 à 8h00 dans l'ensemble du département de la Marne.

Article 2: Toute infraction au présent arrêté est punie d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende en application de l'article 431-10 du code pénal.

Article 3: Le directeur de cabinet du préfet de la Marne, le directeur interdépartemental de la police nationale de la Marne et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et dont un exemplaire sera transmis aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Reims et de Châlons-en-Champagne ainsi qu'aux maires du département pour affichage en mairie.

Pour le préfet,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet



Thomas MONTBABUT

Délais et voies de recours – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il peut faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur.

Préfecture de la Marne

51-2025-07-08-00002

Arrêté préfectoral portant réglementation de  
l'achat, de la vente, de la cession,  
de l'utilisation, du port et du transport des  
artifices de divertissement  
et d'articles pyrotechniques et autres produits  
dans le département de la Marne

Châlons-en-Champagne, le

**08 JUL. 2025**

**Arrêté préfectoral portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession,  
de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement  
et d'articles pyrotechniques et autres produits dans le département de la Marne**

**Le préfet du département de la Marne,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

Vu la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

Vu le code des douanes, et notamment ses articles 38 et 323 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants, et son article R. 557-6-3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 4141-13 et suivants et L. 3136-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu le décret du 16 mars 2022 du président de la République nommant Monsieur Henri PREVOST, Préfet de la Marne, publié au Journal officiel de la République française ;

Vu le décret du 20 septembre 2024 portant nomination de Monsieur Thomas MONTBABUT, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Marne ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Thomas MONTBABUT, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Marne ;

Vu l'élévation de la posture *Vigipirate* au niveau « *Urgence attentat* » jusqu'à nouvel ordre ;

Considérant que le contexte actuel nécessite une mobilisation importante des forces de l'ordre pour assurer la sécurisation générale du département de la Marne ;

Considérant qu'à l'occasion des festivités de la fête nationale et d'autres festivités similaires, des troubles à l'ordre public sont régulièrement constatés avec notamment des incendies et violences volontaires ainsi que des jets de projectiles à l'encontre des forces de l'ordre ;

Considérant que le contexte international a conduit à une recrudescence d'actes antisémites et malveillants en vue d'exacerber les tensions sociales (tags, alertes à la bombe dans les établissements scolaires, menaces et agressions envers des élus, violences à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique) ;

Considérant que dans le contexte actuel, l'usage inconsidéré des artifices de divertissement, des articles pyrotechniques, des pétards et fusées, l'usage de produits inflammables, chimiques ou explosifs sont de nature à troubler gravement la tranquillité publique et la sécurité publique ;

Considérant l'occurrence au cours des derniers mois de plusieurs affrontements violents entre individus originaires de Reims ou de Châlons-en-Champagne, ayant donné notamment lieu à des tentatives d'homicide, agressions, tirs d'armes à feu sur la voie publique, et autres violences urbaines ;

Considérant l'occurrence au cours des derniers mois dans le département de la Marne d'utilisations illégales d'engins explosifs artisanaux et de tirs de mortiers ;

Considérant en outre que l'utilisation détournée des artifices de divertissement contribue aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

Considérant que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés, est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

Considérant les dégradations ou destructions par incendie de biens mobiliers ou immobiliers du fait ou à l'aide de l'usage d'articles pyrotechniques dans un grand nombre de communes du département de la Marne durant la période précitée; qu'en conséquence, si non seulement la totalité du territoire du département est susceptible d'être concernée par des risques graves de troubles à l'ordre public et que dès lors, les mesures à adopter ne peuvent être limitées à un seul périmètre, il s'avère constant et pertinent d'observer que la survenue de troubles locaux est récurrente en pareilles circonstances, et que les présentes mesures de limitations temporaires et délimitées s'en trouvent alors justifiées ;

Considérant que pour prévenir tout incident ou trouble à l'ordre public occasionné par l'utilisation de carburants et hydrocarbures, il convient d'en réglementer la vente au détail et le transport sur l'ensemble du département ;

Considérant qu'il résulte des éléments et circonstances locales particulières décrites ci-dessus un risque élevé de troubles graves à l'ordre public dans les secteurs concernés, que, dans ces circonstances la limitation temporaire de l'achat, de la vente au détail, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement afin de prévenir leur usage détourné apparaît le moyen le plus adapté, nécessaire et proportionné ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Marne ;

## ARRÊTE

Article 1 : L'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement de catégories F2 et F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et annexée au présent arrêté sont interdits dans le département de la Marne du vendredi 11 juillet 2025 à 12h00 jusqu'au mardi 15 juillet 2025 à 8h00.

Cette interdiction vaut pour la vente, le transport et l'usage sur la voie publique, les espaces publics, ou en direction de la voie publique et des espaces publics ainsi que dans tous les autres lieux de grands rassemblements de personnes.

Les dispositions ne s'appliquent pas :

- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique déclaré tel que défini par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010 ;
- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré ou autorisé par le maire de la commune.

Par ailleurs, il est rappelé que l'importation depuis tout pays de l'UE ou hors de l'UE, y compris par voie postale, des artifices de divertissement et articles pyrotechniques est soumise à autorisation douanière dite autorisation d'importation de produits explosifs.

En l'absence d'une telle autorisation, tout contrevenant s'expose à la saisie immédiate des marchandises introduites par des agents des douanes, des policiers ou des gendarmes ainsi qu'à une amende douanière allant jusqu'à deux fois la valeur de la fraude.

Article 2 : La vente d'hydrocarbure dans un récipient transportable et le transport d'hydrocarbure dans un récipient transportable sont interdits, sauf nécessité dûment justifiée, dans le périmètre du département de la Marne du vendredi 11 juillet 2025 à 12h00 jusqu'au mardi 15 juillet 2025 à 8h00.

Article 3 : La vente et le transport d'acides, de produits inflammables, chimiques ou explosifs sont interdits dans le périmètre du département de la Marne du vendredi 11 juillet 2025 à 12h00 jusqu'au mardi 15 juillet 2025 à 8h00.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.



Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne sis au 25, rue du lycée, pendant une durée de deux mois suivant sa publication. Il peut faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur. Le recours n'a pas d'effet suspensif.

Article 6 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Marne, Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie départementale de la Marne, Monsieur le Directeur interdépartemental de la police nationale de la Marne, Monsieur le Directeur régional des douanes et les maires du département de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Reims et à Madame la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Châlons-en-Champagne.

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de cabinet,



Thomas MONTBABUT

**ANNEXE : Liste des artifices de divertissement des catégories F2 et F3 fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement NOR : INTA2112138A**

Type d'article pyrotechnique destiné au divertissement	Catégorie(s) concernée (s)
<b>Pétard à mèche</b>	<b>F3</b>
<b>Batterie</b>	<b>F3</b>
<b>Batterie nécessitant un support externe</b>	<b>F3</b>
<b>Combinaison</b>	<b>F3</b>
<b>Combinaison nécessitant un support externe</b>	<b>F3</b>
<b>Pétard aérien</b>	<b>F2 et F3</b>
<b>Pétard à composition flash</b>	<b>F3</b>
<b>Fusée</b>	<b>F2 et F3</b>
<b>Chandelle romaine</b>	<b>F2 et F3</b>
<b>Chandelle monocoup</b>	<b>F2 et F3</b>

Services déconcentrés

51-2025-07-04-00012

57-2025-MED APMED ANC EHPAD St Germain la  
Ville-1

Pollution de la rivière « Moivre dérivée » par les  
eaux usées non-traitées de l'EHPAD « Résidence  
du Parc » de la commune de  
Saint-Germain-La-Ville

Arrêté préfectoral de mise en demeure, à  
caractère urgent, portant mesures  
conservatoires

Châlons-en-Champagne, le

04 JUIL. 2025

N° 57-2025 – MED

**Pollution de la rivière « Moivre dérivée » par les eaux usées non-traitées de l'EHPAD  
« Résidence du Parc » de la commune de Saint-Germain-La-Ville  
Arrêté préfectoral de mise en demeure, à caractère d'urgence, portant mesures  
conservatoires**

-----  
**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** la directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

**Vu** la directive européenne n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.173-1, L.211-1, L.211-5, L.214-3 et L.216-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

**Vu** le Règlement Sanitaire Départemental de la Marne approuvé par les arrêtés préfectoraux du 8 août 1979 et du 25 juin 1986 ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

**Vu** le contrôle relatif à la pollution de la rivière « La Moivre dérivée » à Saint-Germain-la-Ville, réalisé le 1er juillet 2025, par le service police de l'eau de la Direction départementale des territoires (DDT) ;

**Vu** les éléments photographiques de l'Assainissement Non-Collectif (ANC) de l'EHPAD « Résidence du Parc » transmis le 1<sup>er</sup> juillet à la DDT, par le Service Public ANC (SPANC) de la Communauté de communes de la Moivre et Coole ;

**Considérant** que la dégradation structurelle et fonctionnelle de l'ANC de l'EHPAD « Résidence du Parc » ne permet pas de traiter les eaux usées, générant de facto la pollution de la rivière « La Moivre dérivée » et de sa nappe d'accompagnement, constatées le 1<sup>er</sup> juillet 2025 par le service en charge de la police de l'eau de la DDT ;

**Considérant** l'article 42 du Règlement Sanitaire Départemental de la Marne précisant que :  
« Il est interdit d'évacuer des eaux vannes dans les ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales et réciproquement. Sauf dérogation exceptionnelle de l'Autorité Sanitaire, l'évacuation d'eaux ménagères ne peut être tolérée dans le réseau pluvial. » ;

**Considérant** que les rejets d'eaux usées non traitées observés sont de nature à compromettre le maintien en bon état de la rivière « La Moivre dérivée » et de sa nappe d'accompagnement, notamment en période d'étiage ;

**Considérant** que les rejets observés nuisent aux intérêts listés à l'article L.211-1 du code de l'environnement notamment :

- La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets de toute nature susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux superficielles en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques ;
- La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population.

**Considérant** que l'article L.211-5 du code de l'environnement précise que la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément aux articles L. 171-8 du code l'environnement de mettre en demeure le propriétaire de l'EHPAD « Résidence du Parc » de la commune de Saint-Germain-La-Ville , de prendre toutes mesures appropriées pour mettre un terme à la pollution de la rivière « la Moivre Dérivée » et de sa nappe d'accompagnement ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L. 171-8 du code l'environnement, l'autorité administrative fixe, en cas d'urgence, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L. 211-5 du code l'environnement, le préfet peut faire, en cas de carence, exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables lorsqu'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L. 214-3 du code l'environnement, l'autorité administrative peut, à tout moment, imposer par arrêté toutes prescriptions particulières nécessaires afin de faire respecter les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 notamment la satisfaction des exigences sanitaires ;

**Considérant** l'urgence à mettre fin à cette pollution et à protéger la rivière « Moivre dérivée » ;

**Sur proposition du Directeur départemental des territoires de la Marne,**

## **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Le propriétaire de l'EHPAD « Résidence du Parc », situé sur la commune de Saint-Germain-la-Ville, est tenue, pour son assainissement non-collectif de capacité nominale de 12 kg/j de DBO5, de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 .

Il est également tenu de prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause d'atteinte du milieu naturel, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et d'y remédier en vertu de l'article L.211-5 du code de l'environnement.

#### **Article 2 : Mesures conservatoires**

Pour prévenir les dangers environnementaux et d'insalubrité publique, le propriétaire de l'EHPAD « Résidence du Parc » prend toute disposition pour mettre un terme à cette pollution, à savoir :

- 1) réparer la structure afin de stopper l'infiltration d'eaux usées non traitées dans la nappe d'eau souterraine avant le 31 juillet 2025 ;
- 2) stopper, sans délai, le rejet d'eaux usées non traitées directement ou indirectement au milieu naturel ;
- 3) mettre en place, sans délai, une évacuation des eaux usées non-traitées vers une filière de traitement adaptée.

Les mesures 2) et 3) sont maintenues tant que le propriétaire ne présente pas un nouveau rapport de visite attestant de la conformité de son installation d'assainissement non collectif édité par le SPANC de la Communauté de communes de la Moivre et Coole.

#### **Article 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne sont pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, le propriétaire de l'EHPAD « Résidence du Parc » s'expose à une ou plusieurs des mesures et sanctions administratives, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, notamment le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à la satisfaction de la mise en demeure.

#### **Article 4 :**

Le présent arrêté est notifié à l'EHPAD « Résidence du Parc », est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et est mis à disposition sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

## Article 5 :

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires, le propriétaire de l'EHPAD « Résidence du Parc » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

- monsieur le Président de la Communauté de communes de la Moivre et Coole ;
- monsieur le Maire de la commune de Saint-Germain-la-Ville ;
- monsieur le Directeur territorial de l'Agence de l'Eau Seine Normandie ;
- monsieur le Chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité ;
- monsieur le Directeur du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne ;
- monsieur le Président de la fédération de pêche de la Marne

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire général de la préfecture,

Raymond YEDDOU



## Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Châlons en Champagne, par le maître d'ouvrage dans un délai de deux mois qui suit la date de notification ou de publication du présent arrêté, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le même délai de deux mois, le propriétaire de l'EHPAD « Résidence du Parc » peut présenter un recours administratif gracieux auprès du préfet de la Marne et hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours administratif gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

## Services déconcentrés

51-2025-07-04-00011

58-2025-MED APMED Commune St Germain La  
V- Eaux pluviales polluées

Arrêté préfectoral, à caractère d'urgence,  
mettant en demeure la Commune de  
Saint-Germain-La-Ville d'entretenir, un tronçon  
de son réseau d'eau pluvial, saturé par des eaux  
usées non-traitées stagnantes et polluant la  
rivière « La Moivre dérivée »



Châlons-en-Champagne, le

04 JUIL. 2025

N° 58-2025 – MED

**Arrêté préfectoral, à caractère d'urgence, mettant en demeure la Commune de Saint-Germain-La-Ville d'entretenir, un tronçon de son réseau d'eau pluvial, saturé par des eaux usées non-traitées stagnantes et polluant la rivière « La Moivre dérivée »**

-----  
**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** la directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

**Vu** la directive européenne n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.173-1, L.211-1, L.211-5, L.214-3 et L.216-6 ;

**Vu** le Règlement Sanitaire Départemental de la Marne approuvé par les arrêtés préfectoraux du 8 août 1979 et du 25 juin 1986 ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

**Vu** le contrôle relatif à la pollution de la rivière « La Moivre dérivée » à Saint-Germain-la-Ville, réalisé le 1er juillet 2025, par le service police de l'eau de la Direction départementale des territoires (DDT) ;

**Considérant** la présence d'un volume important d'eaux usées non-traitées stagnant dans un tronçon du réseau d'eau pluvial, situé rue de Marne à Saint-Germain-la-Ville, se rejetant dans la rivière « La Moivre dérivée », constatée le 1<sup>er</sup> juillet 2025 par le service en charge de la police de l'eau de la DDT ;

**Considérant** l'article 42 du Règlement Sanitaire Départemental de la Marne précisant que :  
*« Il est interdit d'évacuer des eaux vannes dans les ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales et réciproquement. Sauf dérogation exceptionnelle de l'Autorité Sanitaire, l'évacuation d'eaux ménagères ne peut être tolérée dans le réseau pluvial. » ;*

**Considérant** que les rejets d'eaux usées non traitées observés sont de nature à compromettre le maintien en bon état de la rivière « La Moivre dérivée » et de sa nappe d'accompagnement, notamment en période d'étiage ;

**Considérant** que les rejets observés nuisent aux intérêts listés à l'article L.211-1 du code de l'environnement notamment :

- La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets de toute nature susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux superficielles en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques ;
- La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population.

**Considérant** que l'article L.211-5 du code de l'environnement précise que la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier ;

**Considérant** que la commune de Saint-Germain-la-Ville est maître d'ouvrage et gestionnaire du réseau d'eau pluvial communal ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la commune de Saint-Germain-La-Ville, de prendre toutes mesures appropriées pour mettre un terme à la pollution de la rivière « la Moivre Dérivée » et de sa nappe d'accompagnement ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L. 211-5 du code de l'environnement, le préfet peut faire, en cas de carence, exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables lorsqu'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel ;

**Considérant** l'urgence à mettre fin à cette pollution et à protéger la rivière « Moivre dérivée » ;

**Sur proposition du Directeur départemental des territoires de la Marne,**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Sur le fondement de l'article L.211-5 du code de l'environnement et de l'article 42 du Règlement Sanitaire Départemental, la commune de Saint-Germain-la-Ville, est tenue, sans délai, de :

- 1) vidanger, sans délai, les eaux usées non traitées stagnantes, saturant le tronçon réseau d'eau pluvial situé rue de Marne ;
- 2) curer, sans délai, ledit tronçon afin d'éviter tout débordement sur la voie publique.

La commune informe la DDT dès la réalisation de cet entretien d'urgence.

## Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne sont pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, la commune de Saint-Germain-la-Ville s'expose à une ou plusieurs des mesures et sanctions administratives, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, notamment le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à la satisfaction de la mise en demeure.

## Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la commune de Saint-Germain-la-Ville, est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et est mis à disposition sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

## Article 5 :

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Saint-Germain-la-Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

- monsieur le Président de la Communauté de communes de la Moivre et Coole ;
- monsieur le Chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité ;
- monsieur le Directeur du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne ;
- monsieur le Président de la fédération de pêche de la Marne

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire général de la préfecture,

Raymond YEDDOU



### Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Châlons en Champagne, par le maître d'ouvrage dans un délai de deux mois qui suit la date de notification ou de publication du présent arrêté, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le même délai de deux mois, la commune de Saint-Germain-la-Ville peut présenter un recours administratif gracieux auprès du préfet de la Marne et hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours administratif gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

